



Genève, le 22 juin 2016

Le Conseil d'Etat

3231-2016

Département fédéral de l'intérieur
Monsieur Alain BERSET
Conseiller fédéral
Inselgasse 1
3003 Berne

Concerne : Stratégie nationale de vaccination (SNV) : ouverture de l'audition

Monsieur le Conseiller fédéral,

Notre Conseil a pris connaissance, avec intérêt, de votre courrier du 29 mars 2016 concernant le projet de stratégie nationale de vaccination.

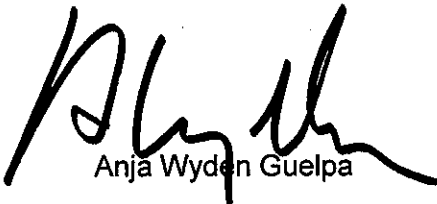
Notre Conseil confirme l'importance d'améliorer la couverture vaccinale pour diminuer l'incidence de certaines maladies et leurs complications, voire leur élimination, dans un objectif tant individuel que collectif. Il promeut depuis de nombreuses années la vaccination des enfants de 28 mois, comme en témoigne l'excellente couverture vaccinale du canton. Il s'est également fortement engagé dans la stratégie fédérale d'élimination de la rougeole avec la mise en place de campagnes de vaccination gratuite. De plus, le canton participe activement, en collaboration avec les différents partenaires, aux semaines européennes de la vaccination et à la promotion du carnet de vaccination électronique.

Dans l'ensemble, nous approuvons cette stratégie visant à améliorer la protection de la population générale et des groupes vulnérables contre les maladies évitables par la vaccination. Cette stratégie constitue de ce fait un des piliers d'une vraie politique de santé publique.

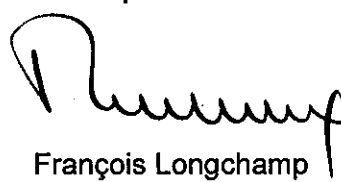
En vous remerciant de l'attention que vous porterez à ce courrier, nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre haute considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :


Anja Wyden Guelpa

Le président :


François Longchamp

Annexe : prise de position

Copie à : via mail : nsi@bag.admin.ch et dm@bag.admin.ch



Audition sur la stratégie nationale de vaccination (SNV) :
Formulaire pour la prise de position

Nom / entreprise / organisation : Conseil d'Etat du canton de Genève
Abrév. de l'entreprise / organisation : CE GE
Rue / n° : Rue de l'Hôtel-de-Ville 2
NPA / lieu : 1204 Genève
Nom de la personne à contacter : Prof. Jacques-André Romand
Courriel de la personne à contacter : jacques-andre.romand@etat.ge.ch
Numéro de tél. de la pers. à contacter : 022 546 50 04
Date : 11.05.2016

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de remplir uniquement les parties grisées du formulaire.
2. Utilisez une nouvelle ligne pour chaque prise de position ou chaque chapitre du rapport.
3. Vous voudrez bien déposer **une seule prise de position** par canton ou par institution, sous une forme synthétique.
4. Nous vous prions d'envoyer votre prise de position **au format Word par courriel** d'ici le 6 juillet 2016 à l'adresse suivante : nsi@bag.admin.ch et dm@bag.admin.ch
5. M^{me} Sylvie Olifson, responsable du projet SNV, 058 463 39 00 (direct) ou 058 463 87 06 (secrétariat) / nsi@bag.admin.ch se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nous vous remercions de votre participation.

Soutien général

Soutenez-vous la présente stratégie nationale de vaccination ?

oui plutôt oui plutôt non non

Remarques d'ordre général sur le projet de stratégie nationale de vaccination

Le canton de Genève considère cette stratégie nationale de vaccination dans son ensemble comme pertinente. Elle souligne les bénéfices irréfutables de la vaccination et la nécessité d'atteindre des niveaux de couverture vaccinale élevée pour diminuer l'incidence de certaines maladies et leurs complications, voire leur élimination, dans un objectif tant individuel que collectif.

Cette stratégie joue un rôle essentiel dans la responsabilité dévolue aux cantons d'encourager la vaccination, en application de la loi sur les épidémies du 28 septembre 2012 (LEp). Elle s'articule également avec les autres stratégies, telles que la stratégie GRIPS, StAR et NOSO ainsi qu'avec les objectifs internationaux. Ainsi, cette stratégie constitue un des piliers d'une vraie politique de santé publique.

L'articulation avec le niveau cantonal est bien explicitée avec les rôles et responsabilités des cantons, de la Confédération et des différents acteurs du terrain bien définis.

Le canton salue les efforts et les solutions proposées pour améliorer la couverture vaccinale, en valorisant notamment le conseil à la vaccination, et en limitant les freins à la vaccination, notamment financiers.

Du point de vue de la structure du document, le style devrait être revu, plus particulièrement dans le préambule et l'introduction. Les phrases sont globalement trop longues et les termes peu précis. Il se peut que ce soit lié à la traduction mais ceci nuit à la vision globale de la stratégie et à l'appropriation de ses enjeux.

En résumé, le Conseil d'Etat genevois soutient la stratégie dans son ensemble.

Prises de position et commentaires concernant les différents chapitres

Vous voudrez bien inscrire dans la liste ci-après votre avis / appréciation, vos propositions d'amélioration, les points restés en suspens / questions ou les corrections proposées de manière distincte pour chaque chapitre ou mesure.

Il convient d'utiliser une nouvelle ligne pour chaque chapitre du rapport ou chaque avis / remarque. Si vous souhaitez ajouter de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger le document » ou « Restreindre la modification / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document.

Chapitre	avis / proposition d'amélioration / question, point en suspens / correction
Préambule	Les interfaces avec les autres stratégies et l'ancrage de la stratégie sont bien explicités.
Préambule	Détailler davantage les bénéfices de la vaccination en s'appuyant par exemple sur des données chiffrées et sur le risque de résurgence en cas de baisse de la couverture vaccinale.
Préambule	p.4 §1 : "Certaines maladies transmissibles peuvent conduire à des problèmes de santé sévères et ont donc une grande importance de santé publique". Ceci est vrai mais la sévérité n'est pas le seul critère pour faire d'une maladie un problème de santé publique.
Préambule	p.4 : Nous proposons de remplacer "sauvé d'innombrables vies" par "éviter de nombreux décès".
Préambule	p5 : il faudrait clarifier qui représente le "nous".
Introduction	Avant de détailler le processus d'élaboration, il serait utile de mettre en avant le poids des maladies évitables par la vaccination, l'impact de la vaccination ainsi que son rapport coût-efficacité.
Principaux défis	Les principaux défis ne ressortent pas suffisamment clairement alors que tous les arguments sont pertinents. On observe une alternance de constats et de réponses déjà élaborées dans la stratégie. De même dans le p7, §7 vous abordez le carnet de vaccination électronique mais ne présentez pas le défi qui lui est associé.
Principaux défis	p7, §1 : A revoir. L'articulation entre les phrases n'est pas claire. Expliquer que pour les vaccinations recommandées de base, des objectifs de vaccination chiffrés sont définis (afin de garantir l'immunité de groupe permettant de protéger la population, y compris ceux qui ne peuvent pas se faire vacciner).
Principaux défis	p7, §1 : "Dans le domaine curatif" prête à confusion, la vaccination étant une mesure préventive.
Principaux défis	p7, §4 : Dans l'expression "Pour bénéficier au mieux le potentiel des vaccinations" remplacer "le" par "du".
Principaux défis	p7, §1 : quels objectifs de vaccination?
Principaux défis	p7, §5. la phrase "les conseils en la matière sont exigeants" n'est pas claire, un mot semble manquer.

Chapitre	avis / proposition d'amélioration / question, point en suspens / correction
Principaux défis	p.8 §2 : "La Confédération et les cantons utilisent ... les analyses des effets de recommandations ou de programmes afin d'améliorer leurs recommandations ...". Pas clair.
1. Vision, objectifs et principes	1.1 : l'expression "un bienfait très important" pourrait être améliorée et plutôt que "santé individuelle et publique", ne faudrait-il pas parler de "santé individuelle et collective" dans un but de santé publique ?
Vision, objectifs et principes	1.3 : "L'accès à des informations équilibrées..." équilibrées n'est pas très clair.
Vision, objectifs et principes	1.4, p10 : la démarche participative devrait également impliquer le personnel de santé en plus de la société civile. Par ailleurs, des exemples de démarche participative pourraient illustrer ce propos.
Vision, objectifs et principes	".... d'aider les individus à acquérir les connaissances nécessaires et à prendre les mesures dont la responsabilité leur incombe pour leur permettre de préserver ou améliorer leur santé" ; cette phrase est trop longue avec le risque de perdre le fil.
Vision, objectifs et principes	Séparer la partie vision / objectifs (à intégrer plutôt dans la partie 2 „Vue d'ensemble“) de la partie „Principes“.
2. Vue d'ensemble des éléments principaux de la stratégie	Améliorer le graphisme pour une meilleure lisibilité.
3. Axes d'interventions	
Domaine d'action 1a	Pour éviter un double deux-points :: remplacer "Plan de vaccination suisse : rendre transparente son élaboration et faciliter son application" par " rendre transparente l'élaboration du plan de vaccination suisse et faciliter son application".
Contexte	Si le logiciel expert est un service payant, ne faudrait-il pas le préciser ?
Besoins d'agir	
Objectifs spécif.	
Interventions	Oui tout à fait d'accord avec la déclinaison du plan pour les différents publics cibles comme les gynécologues.
Partenaires	
Implications financ.	Ne faudrait-il pas ajouter la licence payante pour le logiciel expert viavac ?
Domaine d'action 1b	
Contexte	§3 : les infirmières scolaires informent également les écoliers à l'entrée à l'école et pas uniquement à l'adolescence ; d'autres exemples d'implication des infirmières sont celles qui dispensent des conseils et effectuent les

Chapitre	avis / proposition d'amélioration / question, point en suspens / correction
	vaccinations dans les centres de médecine de voyage. Les institutions de soins informent également les professionnels de la santé des vaccinations recommandées pour leur personnel.
Besoins d'agir	p.16 §2 : les schémas accélérés (2-3-4 mois) pour la coqueluche notamment peuvent poser problème car ils ne s'alignent pas sur les âges des examens préventifs financés par l'AOS (2-4-6 mois entre autres).
Objectifs spécif.	"Ils le font de manière à ce que ceux-ci puissent prendre une décision informée" ; nous proposons de remplacer "informée" par "éclairée".
Interventions	§1 : " à adresser proactivement la question des vaccinations systématiquement avec leurs patients" ; nous proposons de remplacer "adresser" par "aborder".
Interventions	§4 : il serait opportun de mentionner également les infirmières.
Partenaires	
Implications financ.	
Domaine d'action 1c	
Contexte	Pour inciter tous les médecins à procurer des conseils vaccinaux, il faut les intégrer. Nous proposons de remplacer "Les conseils et les recommandations des pédiatres et des médecins de famille" par "Les conseils et recommandations des médecins, en particulier des pédiatres, des médecins de famille et des gynécologues".
Besoins d'agir	§1 : La formulation contient trop de circonvolutions. Sachant que les vaccinations sont parmi les interventions de santé publiques les plus favorables en termes de rapport coût-bénéfice, les assureurs ont tout à gagner à les encourager.
Besoins d'agir	"A cet égard, il s'agit aussi de définir les exigences qualitatives auxquelles doivent satisfaire les fournisseurs de prestations". Ces exigences risquent d'ajouter des barrières administratives supplémentaires à la vaccination.
Objectifs spécif.	Le choix du terme "transparence" sous-entend qu'on cache quelque chose, alors que c'est de visibilité qu'il s'agit.
Interventions	§1 : L'inclusion des conseils en vaccination dans la rémunération devrait s'appliquer à tous les médecins, pas uniquement à ceux en pratique libérale.
Interventions	§1 : On ne comprend pas bien à quelles différentes variantes il est fait référence. Il faut que l'activité de conseil en vaccination soit incluse comme prestation remboursée dans l'assurance de base, idéalement hors franchise si on veut vraiment toucher les jeunes adultes. Nous proposons de remplacer "pourraient être incluses"

Chapitre	avis / proposition d'amélioration / question, point en suspens / correction
	par "devraient être incluses" si le rapport coût-bénéfice est favorable. Par ailleurs, la définition des activités de conseil devrait s'appliquer à l'ensemble des assurés. Parmi les interventions, l'évaluation du rapport coût-efficacité des conseils en matière de vaccination serait pertinente. Cette évaluation pourrait être incluse dans les activités de la CFV.
Interventions	§2 : Sachant que cette prestation devrait être remboursée par l'assurance de base, on pourrait aussi imaginer une contribution des assurances-maladies au financement des vaccinations scolaires.
Interventions	§3 : „L'établissement d'indicateurs de qualité (p. ex. le fait de disposer d'un système de rappel) est étudié, permettant la création d'une forme de prime de reconnaissance, p. ex. de la part du canton.“ Parle-t-on ici encore de la médecine scolaire, ou de l'ensemble des médecins? S'il s'agit de l'ensemble des médecins, l'idée est intéressante, mais cela semble plutôt contraire aux principes de la médecine libérale que le canton attribue des « primes ».
Partenaires	
Implications financ.	Manquent
Domaine d'action 1d	
Contexte	"Il existe aussi la possibilité pour les professionnels de santé d'obtenir une autorisation spéciale d'importer des produits équivalents non autorisés en Suisse (www.swissmedic.ch/bewilligungen)". Selon l'article 36, alinéas 2 et 3 de l'Ordonnance sur les autorisations dans le domaine des médicaments (OAMéd) 17 octobre 2001, aucune autorisation spéciale n'est requise pour l'importation de tels vaccins par une pharmacie sur prescription du médecin, mais elle est nécessaire si le médecin importe lui-même pour remise/administration s'il ne possède pas d'autorisation de commerce de détail (autorisation de pratiquer la propharmacie). Ces 2 cas de figure doivent être évoqués.
Besoins d'agir	"parce qu'il repose entièrement sur des fabricants étrangers actifs sur le plan international " : que faites-vous des fabricants suisses comme Novartis par exemple?
Objectifs spécif.	
Interventions	"La vérification actuelle de la nécessité d'inclure des vaccins essentiels pour la santé publique dans le système de stocks obligatoires est poursuivie jusqu'à sa fin": de quoi parle-t-on exactement ? Peut-être le mentionner dans le contexte ? La formulation semble ne pas répondre à l'objectif spécifique, où l'on affirme la nécessité de cette mesure et où l'on prévoit sa mise en œuvre d'ici 2018.

Chapitre	avis / proposition d'amélioration / question, point en suspens / correction
Interventions	"Ces mécanismes temporaires doivent permettre de commercialiser à temps, pour autant qu'ils soient disponibles à l'étranger, des vaccins autorisés en Suisse mais dans une présentation étrangère ou de sensibiliser les professionnels afin d'obtenir des permis spéciaux pour importer en Suisse des vaccins autorisés uniquement à l'étranger" cf remarque dans contexte.
Interventions	La mise en place de bourses aux vaccins pourrait également représenter une alternative dans les situations de pénurie aiguë comme avec les vaccins contre la grippe.
Partenaires	
Implications financ.	
Domaine d'action 1e	
Contexte	Il n'y est abordé que les questions d'information et non de communication. Le principe de participation mentionné au chapitre 1 pourrait être mieux inclus dans ce domaine.
Contexte	Définir Infovac à cet endroit plutôt qu'en page 24.
Besoins d'agir	
Objectifs spécif.	
Interventions	§1 : "L'OFSP, les cantons, les sociétés médicales, les universités, les hautes écoles et écoles supérieures, les fabricants de logiciels et les fournisseurs de solutions de cybersanté" : la liste est hétérogène et non exhaustive. Les acteurs devraient définir eux-mêmes leurs besoins, et les autres partenaires devraient plutôt œuvrer à la manière d'y répondre. Il serait utile que l'OFSP établisse certaines priorités dans les besoins.
Interventions	§2 : Parmi les solutions pour augmenter le nombre d'abonnés à InfoVac, on pourrait aussi améliorer l'aspect visuel du site. De même, il est difficile de trouver des informations utiles dans les bulletins d'Infovac, il faudrait inclure des moteurs de recherche par thème.
Interventions	La communication adaptée envers les groupes cibles comme les médecins devrait encore être sectorisée par spécialités comme pour les gynécologues par exemple.
Interventions	Il serait utile également d'informer sur les différences de calendrier vaccinal entre pays et de proposer des traductions en plusieurs langues.
Interventions	§5 ..." développe des aides à la communication envers les clients et patients." Est partiellement redondant avec "L'OFSP met à disposition des moyens d'aide pour les entretiens sur la vaccination (p. ex. un guide d'entretien ou un module de formation)."
Partenaires	
Implications financ.	

Chapitre	avis / proposition d'amélioration / question, point en suspens / correction
Domaine d'action 2a	
Contexte	
Besoins d'agir	Préciser peut-être que dès 16 ans, toute personne peut prendre une décision éclairée et autodéterminée sur une vaccination le concernant (même contre l'avis de ses parents).
Objectifs spécif.	
Interventions	Pour pouvoir informer le public-cible à temps, les informations destinées à la population doivent être transmises aux cantons et professionnels de la santé plus rapidement (par exemple pour la semaine européenne de la vaccination).
Interventions	§2 : "L'OFSP veille également à ce que les médecins et autres professionnels de la santé disposent du matériel et des instruments de communication leur permettant d'informer les patients de manière appropriée. Les professionnels de la santé informent activement les patients sur les vaccinations qui les concernent et leur transmettent les informations nécessaires." Redondant avec le domaine 1e.
Interventions	§3. "...un concept de communication établi par des spécialistes": spécialisés en quoi ?
Partenaires	
Implications financ.	
Domaine d'action 2b	
Contexte	§3 : la surveillance médicale des crèches et le contrôle dans les écoles obligatoires devraient être séparés.
Contexte	§5 : "La couverture vaccinale dans ces cantons était en moyenne de 82 %" préciser contre quelle maladie.
Besoins d'agir	
Objectifs spécif.	Reformuler plus clairement "L'équité d'accès pour bénéficier d'un contrôle du carnet, de la vaccination et d'occasions de rattrapage est assuré pour tous les enfants scolarisés".
Interventions	§3 : "Les structures d'accueil collectif de la petite enfance, tels que les crèches ou les garderies, demandent aux parents de fournir à titre facultatif pour chaque enfant une copie de son carnet de vaccination, de préférence à l'inscription et à l'âge de 18 mois." Le personnel des crèches n'est pas formé au contrôle des carnets. Le but de cette mesure est de disposer des statuts immunitaires en cas de flambée au sein de la crèche, mais pas de recommander une mise à jour de routine. Ou alors les médecins référents de la crèche sont chargés de contrôler tous les carnets, mais ceci devrait être spécifié et rému-

Chapitre	avis / proposition d'amélioration / question, point en suspens / correction
	né.
Interventions	§5 : Dans les crèches, les vaccinations de rattrapage devraient être ciblées sur la réponse en cas de flambée.
Interventions	§5 : Des schémas de vaccinations précoces sont recommandés pour les enfants fréquentant des structures collectives. Ils ne sont malheureusement pas alignés sur les dates des examens préventifs financés par l'AOS.
Partenaires	
Implications financ.	
Domaine d'action 2c	
Contexte	"Avec une très large utilisation, il sera utile pour les autorités de santé publique, par exemple pour calculer les couvertures vaccinales sur une base volontaire et avec des données anonymisées, identifier les besoins en communication en fonction des lacunes ou identifier les populations vulnérables". Entre l'utilisation et les droits accordés aux autorités sanitaires, il semble difficile d'imaginer l'utilisation des données à des fins de couverture vaccinale.
Besoins d'agir	
Objectifs spécif.	
Interventions	Tout à fait d'accord avec toutes les interventions mentionnées. En effet, les offres de vaccination pour les adultes ne répondent actuellement pas aux besoins.
Interventions	L'acte de conseil est parfois plus cher que le vaccin lui-même. Le conseil devrait donc également être libéré de la franchise si on veut réellement que cela constitue un incitatif.
Interventions	"Au niveau des cantons, les médecins, les pharmaciens et les organisations de soins à domicile collaborent pour mettre en place des offres de vaccination visibles, disponibles et attractives dans les pharmacies, les hôpitaux, les permanences et à domicile...". Ajouter "à l'armée".
Interventions	La mise en place de centres de vaccination affiliés à des institutions de santé pourrait également représenter une offre de vaccination.
Interventions	"Des offres de vaccination gratuites sont à disposition le plus proche possible des lieux de vie et d'accueil des personnes en situation précarisée, particulièrement les personnes sans statut légal, défavorisées par la langue et autres groupes cibles (par ex. hépatite B pour consommateurs de drogues injectables)." : ajouter les travailleurs du sexe.
Partenaires	
Implications financ.	Comme exemple, il pourrait être utile de chiffrer ce que cette mesure a réellement coûté à la « communauté »

Chapitre	avis / proposition d'amélioration / question, point en suspens / correction
	dans le cadre de la stratégie d'élimination de la rougeole. De nombreuses analyses de coût-efficacité existent déjà dans le domaine des vaccinations. Il faudrait éviter de faire dépendre cette mesure d'une hypothétique future évaluation. Les preuves existantes sont suffisantes.
Domaine d'action 2d	
Contexte	§1 : "Ceci est particulièrement utile lorsque les vaccinations ont été effectuées selon un plan vaccinal étranger". Pas davantage que selon le plan suisse, nous semble-t-il.
Besoins d'agir	
Objectifs spécif.	"Au moins 50 % des pédiatres et des médecins de famille utilisent d'ici à 2022 un carnet de vaccination électronique lié au système expert officiel, soit directement grâce à leur propre système, soit par l'intermédiaire d'un portail en ligne." Cela semble irréaliste pour les médecins de famille si 2/3 n'ont pas de dossier informatisé actuellement. Par contre, l'objectif chez les <2 ans est atteignable si les pédiatres sont plus informatisés que l'ensemble des médecins.
Interventions	On pourrait aussi encourager l'utilisation du logiciel expert dans les hôpitaux et dans le cadre des conseils aux voyageurs réalisés dans les services dévolus.
Interventions	L'utilisation du logiciel pourrait également être encouragée au sein des systèmes de santé scolaire.
Partenaires	
Implications financ.	
Domaine d'action 2e	
Contexte	Une estimation chiffrée du nombre de dommages consécutifs à la vaccination serait bienvenu.
Contexte	"La nouvelle loi sur les épidémies a créé pour ces derniers une disposition légale définissant la procédure administrative, identique dans toute la Suisse, qui permet une évaluation professionnelle de chaque cas particulier". Préciser que c'est l'OFSP qui est en charge de la réception de la demande et de son examen. Préciser la procédure et le rôle des cantons dans le processus d'évaluation des demandes. Ceux-ci sont souvent directement en contact avec les acteurs concernés (patients et médecins), et ils assument en fin de compte la moitié des coûts. Ils devraient être informés avant toute décision de dédommagement.
Besoins d'agir	
Objectifs spécif.	
Interventions	
Partenaires	

Chapitre	avis / proposition d'amélioration / question, point en suspens / correction
Implications financ.	
Domaine d'action 3a	
Contexte	
Besoins d'agir	
Objectifs spécif.	"Pendant leur formation professionnelle, le bilan vaccinal des personnes se destinant à une profession dans le domaine de la santé a été établi et les rattrapages éventuellement nécessaires ont été effectués." Ajouter : "avant le début des stages cliniques".
Interventions	
Partenaires	
Implications financ.	"Les cantons prennent en charge la formation continue des professionnels de santé." Spécifier "dans le domaine de la vaccination". La prise en charge financière par les cantons paraît peu réaliste et donc proposition de remplacer par "... soutiennent la formation continue..."
Domaine d'action 3b	
Contexte	
Besoins d'agir	
Objectifs spécif.	
Interventions	Le partage d'expériences négatives peut également se révéler utile (par exemple les campagnes de vaccination gratuite contre la rougeole dans le canton de Genève)
Partenaires	
Implications financ.	
Domaine d'action 4a	
Contexte	§3 : "l'OMS demande des données actuelles" remplacer par actualisées „ <i>World Health Organization Communicable Disease Annual Reporting Form.</i> “ Le nom du formulaire n'est pas indispensable à la compréhension du sujet.
	§4 : Ajouter les références de "L'étude de référence rougeole en 2012..." et de l'enquête HPV 2014.
Besoins d'agir	
Objectifs spécif.	Qu'entend-on par "statistiquement valables"? Estimé avec suffisamment de précision ? et remplacer "vaccinations prévues dans le plan de vaccination suisse" par "vaccinations recommandées"
Objectifs spécif	"Les données de couverture vaccinale permettent d'informer sur l'état de protection de la population" : qui souhaite-t-on informer?
Interventions	La couverture est recensée, plutôt que "surveillée".
Partenaires	

Chapitre	avis / proposition d'amélioration / question, point en suspens / correction
Implications financ.	
Domaine d'action 4b	"Mener des analyses d'impact" ajouter "de la vaccination".
Contexte	§1 : La formulation "Les recommandations et autres décisions liées à la vaccination doivent reposer sur des résultats scientifiquement prouvés" semble indiquer que ce n'est pas le cas actuellement. Les bases scientifiques des recommandations existent et sont précisément à la base de ces recommandations. Les enquêtes de l'OFSP visent à évaluer la mise en œuvre ou l'impact de ces recommandations, mais pas les recommandations elles-mêmes.
Contexte	Il serait souhaitable d'avoir une explicitation de la justification de ces études (orienter les décisions futures, renforcer la communication autour de la vaccination avec la population et les partenaires, convaincre les assurances maladies, etc.).
Besoins d'agir	Il semble exagéré de vouloir "évaluer le succès et les conséquences de chaque recommandation". Qu'entend-on par « succès » ici ? La popularité d'une recommandation, l'adhésion de la population, l'efficacité ? En particulier, ce n'est pas à la Confédération et aux cantons de réévaluer l'efficacité de chaque vaccination recommandée (celle-ci est recommandée en raison de preuves existantes de son efficacité). Il y a une confusion entre l'évaluation de la recommandation (besoins d'agir) et l'évaluation de sa mise en œuvre (objectif spécifique), à clarifier. Par contre, le monitoring de la sécurité des vaccins reste évidemment nécessaire.
Objectifs spécif.	
Interventions	"Les idées, conceptions, valeurs et normes sont prises en compte dans les analyses et la pratique." Le sens de cette phrase n'est pas clair dans ce contexte.
Partenaires	
Implications financ.	Est-ce vraiment aux cantons de financer ces études?
Domaine d'action 5	
Contexte	
Besoins d'agir	
Objectifs spécif.	
Interventions	On prendra garde en effet à ne pas multiplier les stratégies nationales, d'autant plus que le coût de leur élaboration est élevé. Il faut aussi laisser aux acteurs le temps de les mettre en œuvre. Entre la stratégie NOSO, StAR, GRIPS et la SNV, il y a déjà de quoi faire ces prochaines

Chapitre	avis / proposition d'amélioration / question, point en suspens / correction
	années. Cela n'empêche pas des actions spécifiques dans certains domaines comme la coqueluche, sans qu'une stratégie nationale soit forcément nécessaire.
Partenaires	
Implications financ.	
Calendrier et implication des acteurs	Les négociations visant à rémunérer le conseil en vaccination devraient pouvoir être débutées rapidement, afin de bénéficier de l'impulsion créée par l'adoption de la stratégie.
Rôles et responsabilités des acteurs	

Nous vous remercions de votre participation.